Cinquante troisième année. - N° 195 A Mercredi 9 octobre 2019

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Premier ministre
Direction de l'information légale et administrative

Standard..... 01-40-58-75-00
Annonces..... 01-40-58-77-56
Accueil commercial 01-40-15-70-10
Télécopie..... 01-40-58-79-14

BODACC « A »

Annonce n° 676

44 – LOIRE-ATLANTIQUE

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE NANTES

Ventes et cessions

852 852 821 RCS Nantes.
M2.
Forme : Société à responsabilité limitée.
Nom commercial : CLEMENCE.
Capital : 10000 EUR.
Adresse : 91, levée de la Divatte, 44450 Saint-Julien-de-Concelles.
Origine du fonds : Achat au prix stipulé de 180000,00 euros..
Etablissement : Etablissement principal.
Activité : Restauration, traiteur..
Adresse : 91, levée de la Divatte, 44450 Saint-Julien-de-Concelles.
Précédent propriétaire : 492 192 943 RCS Nantes. **CLEMENCE.**
A dater du : 30 juillet 2019.
Date d'effet : 5 août 2019.
Date de commencement d'activité : 4 septembre 2019.
Publication légale : Informateur Judiciaire *du* 10 août 2019.
Oppositions : Etude de Me Bazin François 40 rue du Vignoble 44450 Saint-Julien-de-Concelles pour la validité..
Commentaires : Suivant acte authentique reçu par Me BAZIN François en date à SAINT JULIEN DE CONBCELLES (Loire-Atlantique) du 05.08.2019 enregistré au SPFE de NANTES 2, dossier 2019 00070674 réf 4404P02 2019 N 02314. Domicile ancien propriétaire : 91 Levée de la Divatte 44450 SAINT JULIEN DE CONCELLES. Domicile nouveau propriétaire : 91 Levée de la Divatte 44450 SAINT JULIEN DE CONCELLES. Cession d'un fonds de commerce de restauration, traiteur exploité à 91 Levée de la Divatte 44450 SAINT JULIEN DE CONCELLES , moyennant le prix de 180.000 euros. Les oppositions seront reçues dans les dix jours suivant la publication prévue à l'article L 141-2 du code de commerce.